

Covid-19 : les conséquences économiques pour les secteurs de la distribution non alimentaire

Principaux contributeurs
Directeur de la publication
Date de publication

Delphine David, Olivier Passet

Laurent Faibis

23 mars 2020

Site
e-mail
Adresse
Téléphone
Fax

www.xerfi.com

etudes@xerfi.fr

13-15 rue de Calais 75009 Paris

01 53 21 81 51

01 42 81 42 14

Le groupe **Xerfi**, leader français des études sur les secteurs et les entreprises, apporte aux décideurs les analyses indispensables pour surveiller l'évolution des marchés et de la concurrence, décrypter les stratégies et les performances des entreprises, en France comme à l'international. Le site **Xerfi.com** met ainsi en ligne le plus vaste catalogue d'études sur les secteurs et les entreprises.

Au sein du premier bureau d'études spécialisé en France, les experts sectoriels du groupe **Xerfi** sont animés d'une passion commune : traiter l'information avec une très grande rigueur intellectuelle, réaliser des analyses professionnelles au plus près des réalités de la vie économique, s'engager sur des conclusions rédigées avec l'ambition de la probité et de la qualité.

Pour atteindre ces objectifs, le groupe **Xerfi** s'est donné tous les moyens de l'indépendance : son capital est détenu par ses dirigeants, son développement repose pour l'essentiel sur l'édition des études réalisées à sa propre initiative, des méthodes de travail éprouvées, des règles déontologiques strictes.

Des milliers d'entreprises, comme tous les réseaux bancaires, les investisseurs et financiers, les leaders du conseil et de l'audit ont fait des études du groupe **Xerfi** l'outil indispensable pour appuyer leur réflexion.



1. LES CONSÉQUENCES POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE	4
1.1. À RETENIR	5
1.2. LES MÉCANISMES DE TRANSMISSION DE LA CRISE	6
1.3. QUEL SCÉNARIO DE REPRISE ?	7
1.4. LE SCÉNARIO DE CROISSANCE DE XERFI ET LES INDICATEURS CLÉS	8
1.5. LES SECTEURS EN PREMIÈRE LIGNE	11
1.6. LES SECTEURS SUIVEURS ET RÉSILIENTS	12
2. LES CONSÉQUENCES DANS LA DISTRIBUTION NON ALIMENTAIRE	13
2.1. À RETENIR	14
2.2. L'IMPACT SUR LA DEMANDE	15
2.3. LES CAPACITÉS DE RÉSISTANCE ET DE REBOND	17

LES CONSÉQUENCES POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE



À RETENIR

1

La pandémie du coronavirus crée un choc d'ampleur inédite. Nous sommes passés d'un choc localisé, menaçant quelques chaînes d'approvisionnement, à un choc généralisé qui altère la dynamique de demande et de production de tous les pays de façon simultanée. Ce type de choc synchrone a une portée en termes d'effets multiplicateurs considérables à échelle mondiale. L'impact se compte en points de croissance, comme en 2008, notamment depuis la généralisation du confinement.

2

Nous faisons ici l'hypothèse que le confinement s'étirera sur 45 jours, ce qui constitue une hypothèse plutôt optimiste. Cette contrainte déstabilise massivement l'activité de nombreux secteurs de services, mais aussi de l'industrie (automobile, biens d'équipement, construction) qui se retrouvent à l'arrêt ou quasi-arrêt. Le choc produit selon nos hypothèses un décrochage de 3,3% du PIB en 2020, suivi d'un rebond de 3,0% en 2021.

3

L'économie ne retrouverait son niveau de fin 2019, qu'au quatrième trimestre 2021. Ce qui marque une altération de la croissance potentielle. L'arrière-plan d'instabilité financière et la trace longue que pourrait laisser le dévissage de l'activité sur la qualité des bilans des entreprises, de l'État et des banques, éloignent la perspective d'une récupération rapide en forme de V. Plus l'épisode se prolonge et plus la perspective d'un effacement rapide de la crise s'éloigne.

4

Face à un choc concentré et supposé transitoire, les entreprises ne devraient pas procéder à un ajustement massif de leurs capacités. En conséquence, ce sont les résultats d'exploitation et les trésoreries qui devraient absorber l'essentiel de la secousse à court terme. Les risques de redressement judiciaire et de dépôts de bilan sont particulièrement importants, parmi les PME de service notamment, en dépit des mesures de soutien public (chômage partiel, ajournement des dépenses fiscales et d'énergie, etc.).

5

Le choc d'activité sera massif dans certains secteurs de services qui ne sont pas usuellement les plus instables. Les secteurs des transports, de l'hôtellerie-restauration, des services aux ménages (récréatifs, loisir, soins, etc.) et du commerce spécialisé sont en première ligne. À cela s'ajoutent les industries exposées au dévissage du commerce mondial. On peut estimer que le tiers de l'économie pourrait se retrouver en situation sinistrée, avec des effets d'entraînement puissants sur 50% du PIB.

6

Outre les secteurs non marchands ou administrés, liés à la santé, l'action sociale, l'éducation, seules quelques activités marchandes devraient résister au tsunami, voire en profiter à court terme (la filière agricole et alimentaire, jusqu'au commerce de détail, la pharmacie et le secteur financier notamment).

1.2. LES MÉCANISMES DE TRANSMISSION DE LA CRISE

D'un choc d'offre à un choc multicanal

En l'espace de quelques jours, la crise du COVID19 a pris une nouvelle dimension et profondément changé de nature et de portée au plan économique. Elle pouvait apparaître dans les premiers temps de la propagation du virus comme un choc asymétrique dont l'épicentre était en Asie (Chine, Corée), avec l'Italie comme foyer secondaire. Avec essentiellement des conséquences en matière de rupture d'approvisionnement et de ralentissement du commerce mondial. À mesure que la contagion atteignait la France et que les mesures de confinement s'étendaient, nous sommes passés à un choc généralisé qui altère la dynamique de demande et de production de tous les pays de façon simultanée. Les entreprises doivent désormais faire face à un choc de premier ordre qui peut mettre pour certaines en péril leur trésorerie et leur survie.

■ Un choc « multicanal »

Effet choc d'offre	Effets directs dévastateurs du confinement sur le transport, le tourisme, l'hôtellerie-restauration, les activités récréatives, le commerce spécialisé, les industries à l'arrêt (automobile, équipement, construction)	Fort impact direct sur l'emploi précaire, CDD courts (secteurs à très forte réactivité de l'emploi)
	Possibilités de distribution très restreintes concernant le commerce spécialisé, hormis le circuit du e-commerce	Conséquences massives tout au long des filières de production de biens durables
	Très brutale dégradation des marges et de la trésorerie, hausse des faillites	Le choc va peser principalement à court terme sur le compte d'exploitation des entreprises
	Restriction de l'offre de travail liée aux mesures de confinement et de quarantaine	Effet qui n'est que partiellement compensé par le télétravail
	Rupture des chaînes d'approvisionnement en amont + restriction du fret	Effet prix collatéral sur certains composants Hausse des prix du fret
	Accès restreint à certains biens d'équipement	Effet peu prégnant à court terme et non pertinent à long terme.
Effet choc de demande	Gel de l'investissement et des embauches, hausse du chômage (partiel ou non)	Les secteurs les plus exposés au confinement, sont des secteurs de service (ce qui est atypique), à ajustement rapide de l'emploi. Le chômage partiel ne pourra absorber tout le choc
	Ajournement forcé de toutes les dépenses de consommations de biens et services non distribués (45% de la consommation). Effet diffus sur la confiance des ménages à plus long terme	Hausse massive et forcée du taux d'épargne
	Ralentissement de la demande mondiale (circuit exportations)	Effet puissant du multiplicateur du commerce international
Effet mixte	Impact sur la production des filiales étrangères des groupes français	Effet diffus sur l'économie domestique de la dégradation des comptes consolidés des groupes nationaux et étrangers implantés en France (50% de l'emploi marchand résident).

1.3. QUEL SCÉNARIO DE REPRISE ?

Quelle résilience pour le secteur financier ?

Le choc du COVID 19 et des mesures de confinement qui s'imposent est d'une ampleur inédite dans une période de paix. Simultané, dans toutes les régions du monde, il comporte des effets multiplicateurs sur le commerce international d'une ampleur redoutable. Un choc d'une telle brutalité interroge nécessairement sur la résilience du secteur financier. Une défaillance des institutions financières créerait des effets de second tour extrêmement aggravants. La chute des bourses, que l'on observe dès à présent, ne fragilise que les intermédiaires financiers qui portent ce risque directement, en compte propre. L'industrie du capital investissement est en revanche très exposée à court terme. Les banques, pour leur part, ne sont que très indirectement exposées. Les fonds de gestion dont elles sont actionnaires ne gèrent ce risque que pour le compte de clients. Elles sont en revanche plus directement impactées par l'inversion de la courbe des taux, qui consume leurs marges d'intérêt et par la montée à terme des créances douteuses à leur actif, liée à la forte augmentation du risque de faillite des entreprises sur lesquelles elles sont exposées.

Un scénario de reprise en V reste possible

Face à la gravité de ce choc, aux risques de faillites en chaîne dans le secteur privé, à la dégradation induite des bilans bancaires, à l'effet de freinage que produira l'effort de restauration des trésoreries et des comptes publics et aux changements durables de comportement de mobilité, le scénario en V reste encore possible, mais il est très fragilisé si les mesures de confinement s'étirent jusqu'à l'été. Il sera mécaniquement puissant au troisième trimestre, si les mesures de confinement ne durent pas plus de 45 jours (selon notre hypothèse médiane) mais il risque d'être insuffisant pour compenser l'activité perdue, compte tenu de l'arrière-plan financier qui pourrait créer un effet de « longue traîne ». Les enveloppes de soutien public et monétaire risquent rapidement de se révéler insuffisante compte tenu de l'ampleur et du risque d'étirement de l'arrêt de l'activité qui touche de plein fouet plus d'un tiers de l'économie, et dont le périmètre pourrait encore s'étendre.

■ Un scénario en V n'est pas certain

Rebond possible à la fin du confinement	Mais risque de crise à double détente, comme en 2008	
Restauration de la Bourse	Risque de surajustement à la hausse sur les prix des matières premières et les produits de base, compte tenu de la destruction des capacités	Fragilité de la sphère financière à surveiller
Restockage		Les banques peuvent bénéficier d'un effet d'aubaine à court terme grâce à la hausse des opérations de crédits de trésorerie aux entreprises (si la crise est limitée dans le temps)
Rattrapage de la demande différée	Effort prolongé de reconstitution de trésoreries , qui freinera au-delà du pic d'épidémie les embauches et l'investissement	Mais risque de restriction du crédit lié à la restauration des ratios de risque ou de liquidité momentanément assouplis
Diminution du taux d'épargne		
Contexte prolongé de faiblesse des taux d'intérêt et de l'inflation	Efforts de consolidation des finances publiques, sur fond de forte dégradation des comptes de l'État	

1.4. LE SCÉNARIO DE CROISSANCE DE XERFI ET LES INDICATEURS CLÉS

Un premier scénario médian de croissance

La pandémie du Coronavirus crée une situation d'incertitude économique radicale. Il serait très prématuré de prétendre faire une prévision à ce stade de la crise. **Nous proposons dès lors un scénario médian de croissance (-3,3% en 2020, +3,0% en 2021)**, sur lequel les risques d'erreur sont évidemment extrêmes. Ce scénario suppose un dévissage cumulé de l'activité de l'ordre de 10% aux premier et deuxième trimestres. En dépit de l'incertitude qui entoure ce chiffrage, il nous paraît prudent d'intégrer au minimum ce contexte macro-économique dégradé comme base de l'évaluation de la dynamique des marchés et des risques induits sur l'activité des entreprises dans les trimestres à venir. Ce scénario médian sera sujet à de multiples révisions, au fur et à mesure que l'information se précisera. Il est possible qu'à ce stade, il sous-estime le lissage induit par l'inertie des décaissements. L'instabilité infra-annuelle de l'activité est en effet d'une ampleur inédite. Mais compte tenu d'une certaine stabilité sous-jacente de l'emploi (en baisse amortie par l'extension du dispositif de chômage partiel) et des revenus des ménages, notamment du fait du ralentissement de l'inflation et des dispositifs budgétaires et monétaires destinés à préserver les capacités, il existe une puissante force de rappel (technique) pour faire revenir rapidement l'économie dans son couloir de croissance de moyen terme.

Baisse de la trésorerie et hausse de l'épargne : un double à-coup de grande ampleur

Cette dualité inédite entre la dynamique du revenu des ménages et l'effondrement de l'offre et de la consommation, liée au contingentement de la force travail et aux restrictions forcées de l'accès à certains biens et services, crée deux à-coups simultanés d'une ampleur considérable : **l'un à la baisse sur les marges et la trésorerie des entreprises**, et par ricochet sur les comptes de l'État, qui temporise le choc par des transferts ; **l'autre à la hausse sur le taux d'épargne des ménages**, qui sont dans l'impossibilité réglementaire et fonctionnelle de dépenser leur revenu. Pour prendre la mesure de l'ampleur de ce choc et de l'incroyable instabilité créée sur les profils infra-annuels, il suffit de regarder la part des dépenses de consommation qui est tout ou partie bloquée par le confinement. Cette part est de l'ordre de 45%. Si ce blocage s'étire sur un mois dans un trimestre, cela signifie une contribution de -15 points à la croissance trimestrielle de la consommation. Cela aide à comprendre le profil, en première approche insensé, des variations trimestrielles du compte qui est présenté.

Une récupération en forme de V encore intégrée dans notre scénario

Cette projection médiane, intègre largement la possibilité d'une récupération en forme de V de l'économie. Néanmoins, le choc étant largement centré sur les services, une partie des dépenses perdues n'est pas récupérable, hormis quelques effets de *rush* à la sortie du confinement. De surcroît, la montée des dettes bancaires, l'allongement des délais de paiement pour les PME, la dégradation inévitable de la trésorerie des entreprises et la forte dégradation des comptes publics invitent à la prudence sur le potentiel de récupération rapide et sans séquelles de l'économie à moyen terme. L'investissement pourrait être assez fortement pénalisé, ainsi que la construction, qui était déjà en phase de ralentissement. Certains secteurs à cycle long de production, comme l'aéronautique ou le ferroviaire, pourraient également mettre en cause leurs plans de charge compte tenu de la dégradation de la situation financière des transporteurs. L'automobile pourrait porter également longtemps la trace du choc alors que son modèle est déjà en plein doute, ce qui pourrait accélérer la décrue et la concentration des capacités.

Le scénario de rebond reste aussi prudent compte tenu de l'hétérogénéité des durées de résolution de la crise selon les différentes régions du monde. Il existe notamment de gros doutes, sur la capacité d'endiguement de l'épidémie sur le continent américain, et dans de nombreux pays en développement.

■ Structure de la consommation des ménages

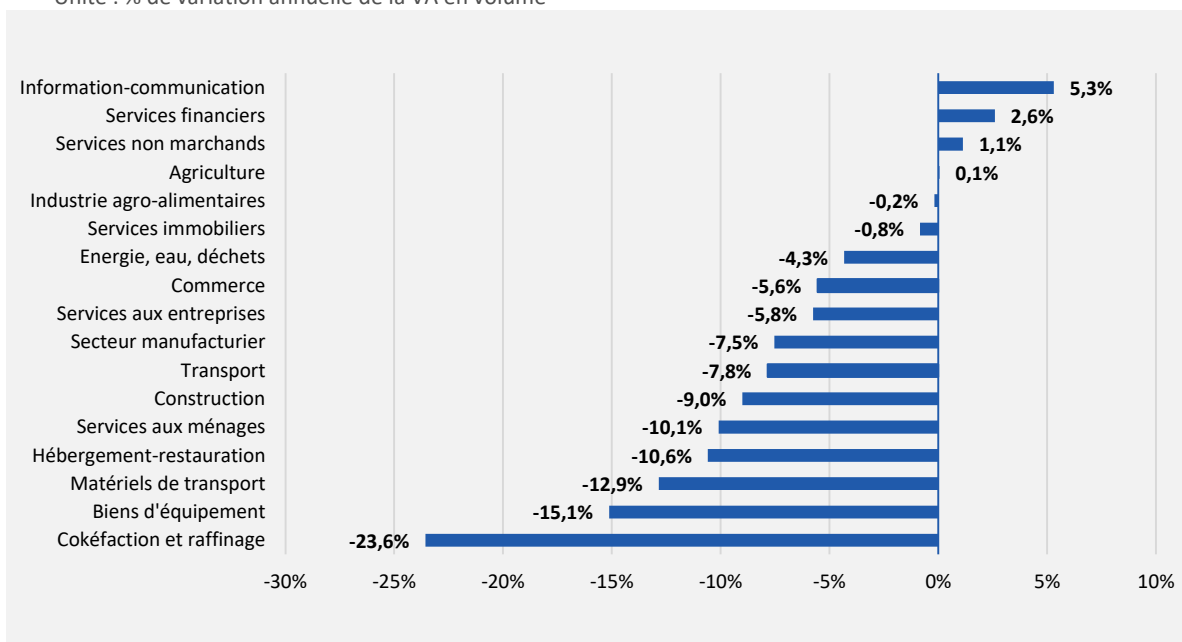
Unités : part en % de la consommation des ménages

Biens et services contingentés par le confinement ou non accessibles		Biens et services accessibles	
Articles d'habillement et chaussures	3,6	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	13,1
Entretien et réparation du logement	1,6	Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	3,7
Meubles, articles d'ameublement, etc.	1,4	Loyers d'habitation effectifs	4,6
Articles de ménage en textiles	0,3	Loyers d'habitation imputés	14,4
Appareils ménagers	0,8	Alimentation en eau et services liés au logement	1,4
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	0,6	Électricité, gaz et autres combustibles	4,3
Outillage et autre matériel pour la maison et le jardin	0,4	Biens et services pour l'entretien courant du foyer	1,1
Transports	14,1	Santé	4,0
Matériel de téléphonie et de télécopie	0,4	Services postaux	0,1
Loisirs et culture	7,9	Services de téléphonie et de télécopie	1,9
Restaurants et hôtels	7,6	Enseignement	0,5
Soins corporels	2,5	Protection sociale	2,0
Autres services	1,2	Assurance	4,2
Effets personnels nca	1,0	Services financiers nca	1,2
Total contingenté	43,5	Total accessible	56,5

Traitement Xerfi / Source : Eurostat

■ Projection de croissance de valeur ajoutée en volume des grands secteurs de l'économie

Unité : % de variation annuelle de la VA en volume



Traitement et projections Xerfi / Source : INSEE

■ PIB et compte emploi-ressource : scénario médian au 22/03/2020, bâti sur l'hypothèse d'un confinement de 45 jours

France	2018	2018	2019	2020	2021	T1 19	T2 19	T3 19	T4 19	T1 20	T2 20	T3 20	T3 20	T1 21	T2 21	T3 21	T4 21
PIB	100%	1,7	1,3	-3,3	3,0	0,3	0,4	0,3	-0,1	-2,0	-6,9	7,7	0,2	0,3	0,5	0,4	0,3
Consommation	54%	0,9	1,2	-3,5	6,9	0,4	0,2	0,4	0,3	-4,0	-11,0	18,0	1,0	0,2	0,4	0,4	0,4
Cons. Publique	24%	0,8	1,3	1,6	0,9	0,2	0,4	0,5	0,5	0,3	0,5	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Investissement	23%	2,8	3,6	-8,0	3,9	0,5	1,4	1,3	0,2	-5,1	-17,0	21,7	0,4	-0,4	-0,6	-0,6	-0,6
Construction	12%	2,1	3,2	-7,5	3,6	0,4	1,7	0,9	0,2	-5,0	-17,0	22,0	-0,2	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5
Équipement	5%	2,1	3,6	-10,0	4,4	1,4	0,9	1,2	-0,4	-5,5	-19,0	21,0	2,0	0,0	-0,7	-0,7	-0,7
Stocks	* 1%	-0,3	-0,4	-0,4	0,5	0,3	-0,2	-0,1	-0,5	-0,1	-0,4	0,9	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations	32%	3,5	1,9	-7,4	2,2	0,3	-0,2	-0,3	0,0	0,1	-6,0	-5,0	-2,0	3,0	4,0	3,0	2,0
Importations	33%	1,2	2,2	-8,4	9,2	1,3	-0,2	0,4	-0,4	-4,1	-15,6	17,4	0,4	1,8	2,5	1,9	1,4
Commerce extérieur	* -1%	0,7	-0,1	0,4	-2,2	-0,3	0,0	-0,3	0,1	1,4	3,2	-6,8	-0,7	0,3	0,4	0,3	0,2
Balance courante	**	-15	-19	-15	-40	-5	-6	-6	-1,9	-1	7	-10	-12	-11	-10	-9	-9
Bal. courante (% PIB)		-0,6	-0,8	-0,6	-1,7												
Emploi		1,2	1,0	-0,7	-0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	-0,2	-0,8	-0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Taux de chômage		9,0	8,5	9,6	10,5	8,6	8,5	8,5	8,2	8,6	9,5	10,1	10,2	10,3	10,5	10,6	10,7
Salaires	***	1,5	1,7	1,6	1,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Inflation		1,8	1,1	-0,1	0,7	0,1	0,4	0,3	0,2	0,1	-1,1	0,0	0,3	0,2	0,2	0,5	0,5
Solde sect. public	**	-59	-77	-162	-78												
Solde sect. public (% PIB)		-2,5	-3,2	-6,9	-3,2												
Dette publique (% PIB)		98	101	112	108												
PIB nominal	**	2 354	2 420	2 331	2 413												

Variation d'une période sur l'autre, sauf indication contraire : * contribution à la croissance du PIB

** mds d'euros

*** salaire horaire

Traitement et projections Xerfi / Source : INSEE

1.5. LES SECTEURS EN PREMIÈRE LIGNE

■ Les secteurs en première ligne

Secteurs	Poids dans le PIB	Croissance 2020 et 2021		Commentaires
Ce sont les secteurs les plus directement et massivement impactés par les mesures de confinement , soit qu'ils soient mis à l'arrêt quasi-intégral, soit qu'ils soient très fortement exposés au dévissage du commerce international. Ce second facteur peut étirer la crise dans le temps, compte tenu des décalages géographiques dans la diffusion de la pandémie et de ses effets paralysant sur l'offre et la demande.				
1- Services liés à la mobilité et / ou engageant une socialisation	20,8%	-7,3%	+11,0%	<p>Ces services sont en première ligne. Ils pourraient perdre en moyenne plus de 60% d'activité entre mi-mars et fin avril et -16% entre le second semestre 2019 et le premier semestre de 2020.</p> <p>Certains secteurs ont peu d'effets d'entraînement (les services aux ménages notamment, l'hôtellerie). La fermeture des magasins spécialisés ou des bars et restaurants bloque en revanche des composantes de la chaîne de production amont, avec de très forts effets collatéraux sur toute la chaîne d'approvisionnement. Sur ces secteurs à très fort BFR, le risque de faillite est considérable.</p>
<i>Hébergement et restauration</i>	2,8%	-10,6%	+13,4%	
<i>Transport</i>	4,4%	-7,8%	+13,2%	
<i>Commerce</i>	10,7%	-5,6%	9,4%	
<i>Services aux personnes / activités récréatives, soins, loisirs, culture etc.</i>	2,9%	-10,1%	11,8%	
2- Les industries (y compris la construction) à l'arrêt et/ou très fortement exposées au commerce international	8,2%	-10,7%	5,6%	<p>Ces secteurs de l'industrie et de la construction, ont un puissant pouvoir d'entraînement sur le reste de l'économie marchande. Ces secteurs, qui amplifient traditionnellement le cycle économique, sont pour une large part techniquement à l'arrêt du fait des retombées de la politique de confinement. L'accord du 22 mars entre Le gouvernement et les fédérations du bâtiment et travaux publics devrait néanmoins permettre de maintenir la continuité de certains chantiers, mais à marche ralentie.</p>
<i>Matériel de transport</i>	1,3%	-12,9%	-1,4%	
<i>Biens d'équipement</i>	1,5%	-15,1%	1,0%	
<i>Construction</i>	5,5%	-9,0%	8,3%	

1.6. LES SECTEURS SUIVEURS ET RÉILIENTS

■ Les secteurs suiveurs, entraînés dans la baisse générale de l'activité

Secteurs	Poids PIB	Croissance 2020 et 2021		Commentaires
Ces secteurs, qui occupent des maillons clés des chaînes de valeur industrielles ou de la construction, amplifient traditionnellement le cycle économique (le PIB). Ils doivent se préparer à une récession sévère d'autant que la fermeture des commerces spécialisés bloque l'écoulement de la production après des ménages en aval. Ils auront dès lors très largement recours au chômage partiel.				
3- Les industries et services en amont ou aval des chaînes de valeur	21,8%	-6,0%	0,2%	Tous ces secteurs, ne seront pas confrontés aux mêmes périls. Certains métiers, du fait de leur spécificité ou d'éléments liés à leur modèle d'affaires et de facturation, amortissent le choc, à l'instar de certains SAE (services de sécurité et nettoyage, de comptabilité, services d'analyse, essais et inspections techniques ou services juridiques), l'énergie, les réseaux d'eau potable et d'assainissement, la collecte et le traitement des déchets, la pharmacie. D'autres prennent le choc de plein fouet : intérim, ingénierie, conseil, restauration collective, événementiel, matériaux, etc.
Services aux entreprises	14,1%	-5,8%	-0,6%	
Les autres industries (hors IAA)	5,4%	-7,1%	2,1%	
Utilities, secteurs de l'énergie et de l'environnement	2,3%	-4,3%	-0,1%	

■ Les secteurs résilients ou contra-cycliques, stabilisant à court terme

Secteurs	Poids PIB	Croissance 2020 et 2021		Commentaires
Ces secteurs sont stabilisants. Soit par convention comptable : leur valeur ajoutée est estimée sur la base des coûts engagés (services administrés, santé, éducation) ou estimée de façon conventionnelle (à l'exemple des loyers fictifs imputés des ménages propriétaires). Soit parce que leur activité est stimulée par le contexte de crise à brève échéance : télécommunications, certaines opérations bancaires, IAA, etc.				
4- Services administrés et secteurs contra-cycliques	49,1%	1,2%	1,0%	Même si certains des services administrés sont à l'arrêt (éducation ou certains guichets publics par exemple), ils continuent à contribuer positivement à la croissance. La mobilisation de moyens supplémentaires sur la santé peut marginalement accroître l'activité dans ce secteur. Du côté de la sphère marchande, quelques rares segments bénéficient de la crise : la branche communication dopée par le confinement et le télétravail, de même que la part des IAA, qui s'adresse au circuit du commerce de détail. Certains segments n'en sont pas moins négativement impactés (les médias, du fait de la chute des recettes publicitaires, les activités Foodservice des IAA, destinées à la restauration, l'activité des agences immobilières, du fait du gel des transactions dans l'ancien etc.)
Les services administrés	22,1%	1,1%	0,1%	
La filière alimentaire	3,7%	-0,1%	0,2%	
Les services financiers	4,5%	2,6%	2,2%	
Services immobiliers	12,4%	-5,4%	0,7%	
Information et télécommunication	0,6%	5,3%	2,1%	

LES CONSÉQUENCES POUR LES SECTEURS DE LA DISTRIBUTION NON ALIMENTAIRE

Pour analyser les secteurs de la distribution non alimentaire, nous avons principalement pris en compte les codes NAF suivant :

- 47.19A : Grands magasins
- 47.3 : Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé
- 47.4 : Commerce de détail d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé
 - 47.41 Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé
 - 47.42 Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé
 - 47.43 Commerce de détail de matériels audio/vidéo en magasin spécialisé
- 47.5 : Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé
 - 47.51 Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé
 - 47.52 Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en magasin spécialisé
 - 47.53 Commerce de détail de tapis, moquettes et revêtements de murs et de sols en magasin spécialisé
 - 47.54 Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé
 - 47.59 Commerce de détail de meubles, appareils d'éclairage et autres articles de ménage
- 47.6 : Commerce de détail de biens culturels et de loisirs en magasin spécialisé
 - 47.61 Commerce de détail de livres en magasin spécialisé
 - 47.62 Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé
 - 47.63 Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé
 - 47.64 Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
 - 47.65 Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé
- 47.7 : Autres commerces de détail en magasin spécialisé
 - 47.71 Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
 - 47.72 Commerce de détail de chaussures et d'articles en cuir en magasin spécialisé
 - 47.73 Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé
 - 47.74 Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
 - 47.75 Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
 - 47.76 Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé
 - 47.77 Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé
 - 47.78 Autre commerce de détail de biens neufs en magasin spécialisé
 - 47.79 Commerce de détail de biens d'occasion en magasin
- 47.82 Commerce de détail de textiles, d'habillement et de chaussures sur éventaires et marchés
- 47.9 Commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés
 - 47.91 Vente à distance
 - 47.99 Autres commerces de détail hors magasin, éventaires ou marché



À RETENIR

1

La crise du coronavirus a un impact sans précédent sur la distribution non-alimentaire. Suite à l'arrêté du 15 mars, tous les commerces ou presque sont fermés que ce soit en centres-villes, en zones périurbaines ou dans les centres commerciaux. Seuls les tabacs presses, stations-service et pharmacies assurent un service. L'année 2020 se terminera sur un inévitable repli du chiffre d'affaires du commerce de détail non alimentaire.

2

Certains distributeurs ont décidé de miser sur la vente en ligne pour réduire l'impact de la crise sur leur activité. Mais même si les e-commerçants mobilisent au maximum leurs équipes et leur *supply chain*, l'afflux de demandes va rapidement se heurter à des limites de capacité. Le e-commerce représente moins de 10% de l'activité du commerce de détail en France.

3

Les distributeurs, déjà fragilisés par les mouvements des Gilets Jaunes et les grèves contre la réforme des retraites, sont dans une situation critique. Les organisations représentatives demandent aux bailleurs des annulations et reports de paiement des loyers pour soulager des trésoreries sous tension. La multiplication des défaillances d'entreprises semble inévitable notamment dans le commerce indépendant.

4

Une fois la crise terminée, les consommateurs retourneront rapidement dans les magasins. Les esprits vont néanmoins être durablement marqués par ce confinement et la reprise de la consommation sera entravée par des comportements de précaution.

5

Les consommateurs — dont les dépenses sont restées centrées sur les produits de premières nécessités pendant la crise — vont en outre procéder à des arbitrages de consommation, en faveur notamment d'activités de loisirs qu'ils ont été contraints et forcés d'abandonner pendant la période de confinement.

6

Au sein des biens non alimentaires, la mode pourrait être la grande perdante de ces arbitrages à l'opposé des articles de sport, de l'équipement de la maison et des dépenses relatives à l'automobile.

Confinement : le e-commerce ne concerne que 9% des dépenses de produits

Les mesures restrictives de fermeture des commerces et de confinement des consommateurs vont considérablement impacter la consommation et plus particulièrement les postes de consommation dits « arbitrables », ceux sur lesquels les ménages ont à faire des choix contrairement aux postes pré-engagés ou contraints (loyers, télécommunication, assurances, services financiers...) qui ne seront pas ou faiblement impactés.

Au cours de cette période de confinement, plusieurs phénomènes seront observables relativement à l'évolution des postes dits « arbitrables » :

- **un transfert de consommation des services vers les produits.** Les services englobent notamment le tourisme (transport, hébergement), la restauration, les services pour la personne (coiffure, institut de beauté...) ou encore les services culturels, récréatifs et de loisirs, soit autant de secteurs d'activité concernés par les arrêtés interdisant les rassemblements et l'accueil du public. Certains de ces services ne sont pas « consommables » *via* internet d'autres peuvent faire l'objet de réservations en ligne (e-tourisme notamment) mais qui ont toutes les chances d'être reportées compte tenu des incertitudes sur la durée de la crise. L'arrêt de la consommation de services va créer, un appel d'air pour la consommation de produits, donc pour le commerce de détail le temps du confinement ;
- au sein de la consommation de produits, **les intentions d'achat resteront centrées sur l'alimentaire et certaines catégories non-alimentaires de première nécessité** (médicaments, tabac, hygiène notamment), pour lesquelles les commerces bénéficient d'une autorisation d'ouverture ;
- la capacité de résistance des autres postes non-alimentaires le temps du confinement va dépendre de deux principaux facteurs :
 - la compatibilité du poste avec le e-commerce, autrement dit la **capacité des distributeurs à proposer un service de vente à distance**, (quantifiable à travers le poids actuel du e-commerce). Si le e-commerce représente 9% des dépenses de produits, il est très variable d'un marché à l'autre (plus de 40% pour les biens culturels en partie dématérialisables, moins de 3% pour le marché de la santé par exemple) ;
 - **l'appétence des consommateurs à consommer tel ou tel poste.** La première semaine de confinement a déjà été riche d'enseignements : matériel informatique, jeux et jouets, matériels parascolaires, congélateurs, articles de bricolage et de jardinage... font partie des articles sur lesquels les internautes se sont rués.

Quels arbitrages après la période de confinement ?

Si la consommation de produits non-alimentaire va mécaniquement se redresser après la période de confinement, ne serait-ce qu'avec la ré-ouverture des magasins, la reprise va être freinée par deux principaux facteurs :

- **l'inquiétude des Français** qui se traduira par le maintien à haut niveau de leur épargne de précaution, après une crise qui marquera durablement les esprits ;
- **la priorité accordée à certaines activités de loisirs** (dans les services) telles que la restauration, les services culturels et récréatifs, plus généralement de loisirs auxquels les Français auront dû renoncer pendant la crise alors qu'ils y accordaient une part croissante de leurs budgets ces dernières années.

Au sein de la catégorie des produits non-alimentaires, la capacité de rebond de chacun des postes de consommation va dépendre de deux principaux éléments :

- **la durabilité du bien**. Plus elle est élevée, plus les effets de report joueront pleinement. Ce sera par exemple le cas pour du mobilier. Plus elle est faible, plus la probabilité que les sommes non dépensées pendant la crise le soient après le confinement sera minime ;
- **les arbitrages passés des consommateurs**. Nous avons fait l'hypothèse que les effets de rebond et de rattrapage seront plus élevés sur les postes qui avaient la faveur des consommateurs avant la crise.

Compte tenu de ces éléments, les articles de sports les équipements et accessoires automobile, ou encore les appareils électrodomestiques font partie des postes de dépenses (au sein de la catégorie produits non-alimentaires) qui présentent la plus forte capacité de rebond post-crise.

2.3. LES CAPACITÉS DE RÉSISTANCE ET DE REBOND

■ Évaluer la capacité de résistance et de rebond des entreprises de la distribution non alimentaire (1/2)

Méthodologie : chaque critère est noté de 1 à 4, 1 indiquant une faiblesse et 4 une force/capacité importante

Critères d'évaluation	Scoring	Commentaires
Santé (économique et financière) des entreprises <u>avant la crise</u>	1	Les entreprises du commerce de détail non-alimentaire abordent la crise déjà fragilisées par plusieurs années de croissance ralentie du pouvoir d'achat, par les mouvements sociaux des Gilets Jaunes et les grèves contre la réforme des retraites. Suite à l'annonce d'obligation de fermeture des points de vente, 5 fédérations de commerce ⁽¹⁾ ont demandé aux bailleurs et au gouvernement des annulations et aménagements pour le paiement des loyers et charges locatives afin de permettre aux entreprises de faire face à leurs importants besoins de trésorerie. Les valeurs boursières des distributeurs non alimentaires (Fnac-Darty, Maisons du Monde) ont chuté suite à l'annonce du confinement et à la fermeture des magasins.
Degré de continuité de l'activité <u>pendant la crise</u>	3	<p>Tous les commerces non-alimentaires sont fermés à l'exception des pharmacies, bureaux de tabac, magasins de presse, stations-service. Beaucoup de distributeurs ont par ailleurs fermé leurs magasins d'eux-mêmes bien que leur activité fasse partie des exceptions mentionnées par l'arrêté du 15 mars. C'est en particulier le cas dans le commerce d'optique, d'équipement multimédia, de matériels de télécommunication et les magasins de bricolage. Dans tous les commerces fermés, la continuité de services ne peut être assurée que par « les activités de livraison et de retrait de commandes », autrement dit par la vente à distance. Un arrêté autorise par ailleurs le travail dans les entrepôts le dimanche.</p> <p>La plupart des enseignes (vs les commerces indépendants) ont un site marchand et sont donc en mesure de proposer un service de e-commerce, aux côtés des <i>pure players</i> du web (Amazon, Cdiscount, Veepee...). Tous les éléments ne sont toutefois pas réunis pour un fonctionnement à pleine capacité du e-commerce :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les commerces servant de points relais sont fermés. Mondial Relay a suspendu son service. La plupart des acteurs de la livraison (Colissimo, Chronopost, Colis Privé...) assurent néanmoins la continuité des services - certaines enseignes ont décidé de fermer leurs sites de vente en ligne (comme Ikea), d'autres (comme Bricomarché) ne proposent que les produits éligibles à la livraison à domicile (et non les articles associés à un retrait en magasin). La plupart sont toutefois en activité. Il n'est par ailleurs pas rare de voir un aménagement des conditions de vente (comme la livraison gratuite et l'allongement de la période de retour des commandes) - des tensions apparaissent dans les entrepôts où les salariés dénoncent des conditions de sécurité sanitaires insuffisantes (chez Amazon notamment). L'activité de l'entrepôt de La Redoute à Wattrelos dans le Nord a ainsi été temporairement suspendue le 20 mars.

■ Évaluer la capacité de résistance et de rebond des entreprises du secteur de la distribution non alimentaire (2/2)

Méthodologie : chaque critère est noté de 1 à 4, 1 indiquant une faiblesse et 4 une force/capacité importante

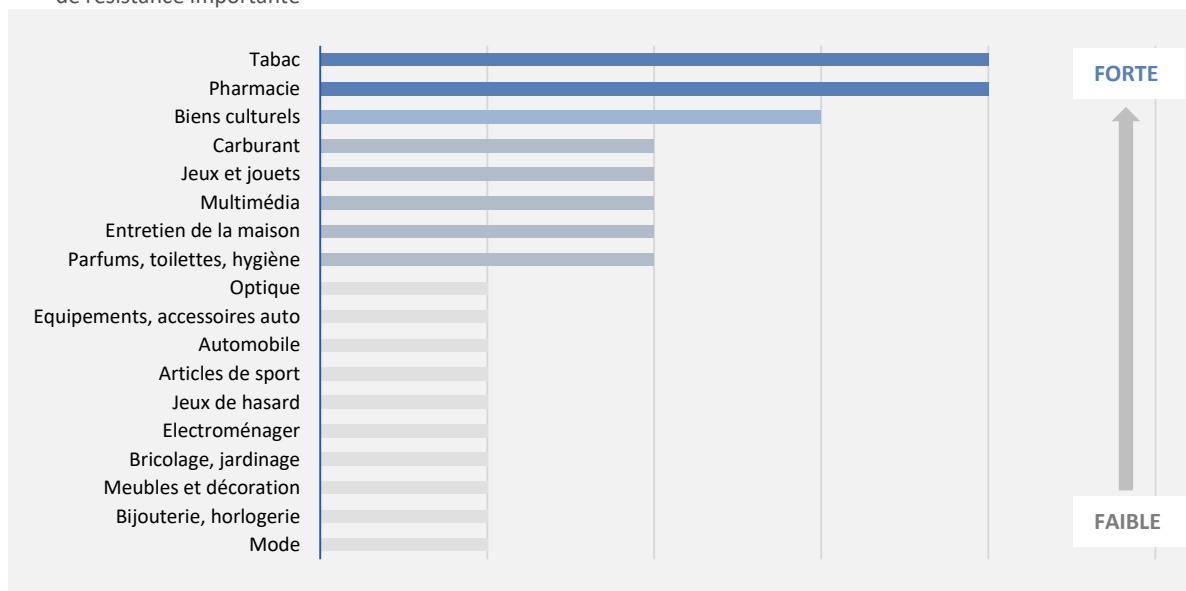
Critères d'évaluation	Scoring	Commentaires
Importance des effets de rattrapage <u>post-crise</u>	1	Les effets de rattrapage post-crise seront variables d'un marché à l'autre et donc dans les commerces spécialisés associés. Le commerce va néanmoins avoir du mal à se remettre d'un tel choc. L'année 2020 se terminera sur une baisse du chiffre d'affaires du commerce de détail non alimentaire.
Opportunités de croissance <u>liées à la crise ou post-crise</u>	2	La crise se présente comme un véritable défi, notamment logistique, pour les distributeurs qui ont décidé de miser sur le e-commerce pour limiter l'impact du confinement des Français sur leur activité. Cette période pourrait favoriser une accélération de la transition digitale des distributeurs.
Synthèse	—	2020 restera dans les mémoires comme une année noire pour le commerce non-alimentaire. Si l'impact de la crise sur le chiffre d'affaires sera très partiellement limité par l'activité e-commerce chez les grandes enseignes, les commerces indépendants n'ont aucune roue de secours. Il faut donc s'attendre à une montée des défaillances dans le petit commerce. Quant aux <i>pure players</i> , la période profitera aux leaders à même d'accroître la réactivité de leur <i>supply chain</i> pour répondre aux besoins des ménages tout au long de la période de restriction de déplacement.

(1) Alliance du commerce, Fédération du commerce coopératif et associé (FCA), Fédération française de la franchise (FFF), Fédération nationale de l'habillement (FNH), Procos (Fédération pour la promotion du commerce spécialisé)

Source : Xerfi

■ La capacité de résistance des postes de consommation non-alimentaires face à la crise

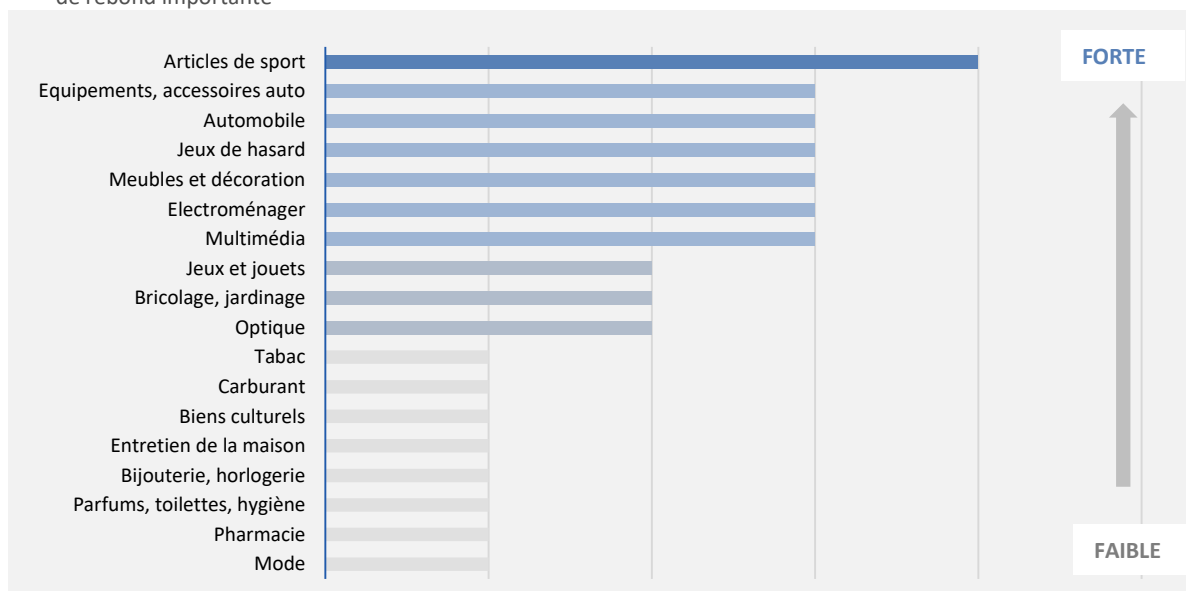
Unité : chaque poste est noté de 1 à 4, 1 indiquant une capacité de résistance nulle ou très faible et 4 une capacité de résistance importante



Source : Xerfi

■ La capacité de rebond des postes de consommation non-alimentaires face à la crise

Unité : chaque poste est noté de 1 à 4, 1 indiquant une capacité de rebond nulle ou très faible et 4 une capacité de rebond importante



Source : Xerfi